

# COMMUNE DE FRONTIGNAN DE COMMINGES

Haute-Garonne (31)

## DIAGNOSTIC AGRICOLE

**P.L.U.**

Plan local d'urbanisme

**4.10**

• RÉVISION

> Arrêté le : 17/10/2007

> Publié le :

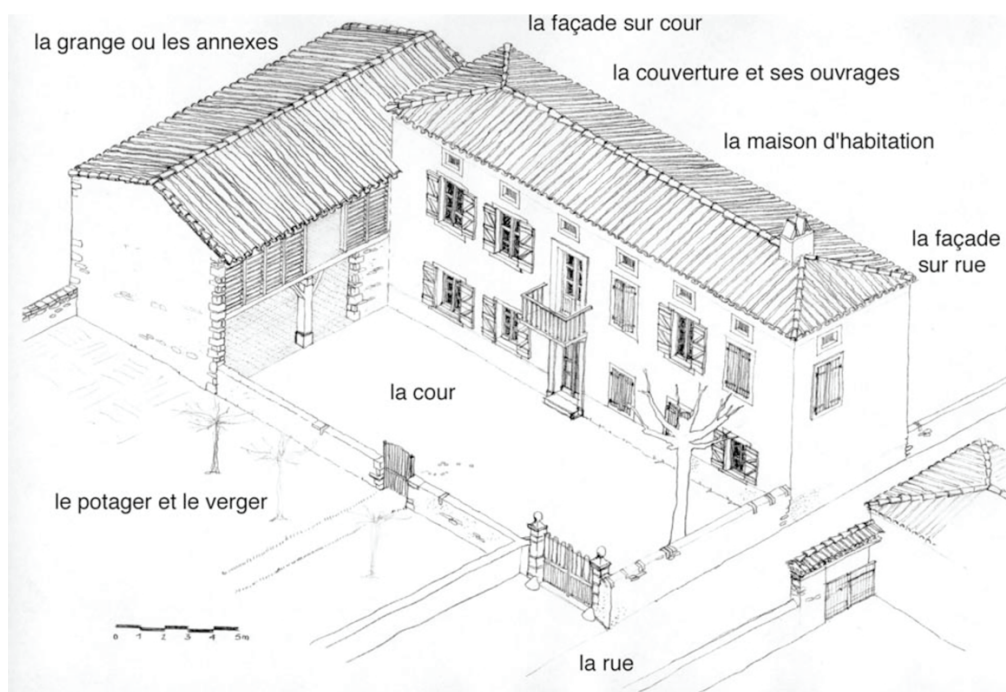
> Approuvé le :

• MODIFICATIONS

• VISA

> Date

> Signature de M. le Maire



# COMMUNE DE FRONTIGNAN DE COMMINGES



**Maître d'ouvrage :** Commune de FRONTIGNAN DE COMMINGES

**Maître d'œuvre :** Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne

**Réalisation :** Février 2006

# SOMMAIRE

DIAGNOSTIC AGRICOLE - COMMUNE DE FRONTIGNAN .....	3
I - SITUATION GENERALE.....	4
Tableau 1 : évolution démographique .....	4
1 – Classification agricole .....	5
1.1 – Zone de handicap naturel .....	5
1.2 – Objectif 2 .....	5
1.3 – Dotation Jeune Agriculteur.....	5
1.4 – Classification environnementale .....	5
CARTE 1 : LOCALISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.....	6
II – POTENTIALITE AGRONOMIQUE ET EVOLUTION DES STRUCTURES AGRICOLES .....	7
2.1 – POTENTIALITE AGRONOMIQUE .....	7
2.2 – Les exploitations agricoles .....	7
Tableau 2 : évolution des exploitations .....	7
Tableau 3: évolution de la Surface Agricole Utile.....	8
CARTE 2 : L'ESPACE AGRICOLE .....	9
III – LES ACTIVITES AGRICOLES .....	10
3.1 – Entre prairies et bois .....	10
Tableau 4 : utilisation des surfaces .....	10
Tableau 5 : répartition des productions végétales.....	10
CARTE 3 : CARTE REGLEMENTAIRE .....	11
3.2 – Un système d'élevage de piémont .....	12
Tableau 6 : évolution des productions animales .....	12
CONCLUSION .....	13
DOCUMENTS ANNEXES.....	14
CARTE 4 : ZONES TAMPONS .....	15
CARTE 5 : CARTE DE SYNTHESE 1 .....	16
CARTE 6 : CARTE DE SYNTHESE 2 .....	17
CARTE 7 : LE BATI AGRICOLE.....	18
DONNEES STATISTIQUES ( <i>SOURCES RGA 2000 ET RPG 2005</i> ).....	19
ARTICLE L 111-3 DU CODE RURAL .....	20
ARTICLE L 311-1 DU CODE RURAL .....	21

## DIAGNOSTIC AGRICOLE

### COMMUNE DE FRONTIGNAN DE COMMINGES

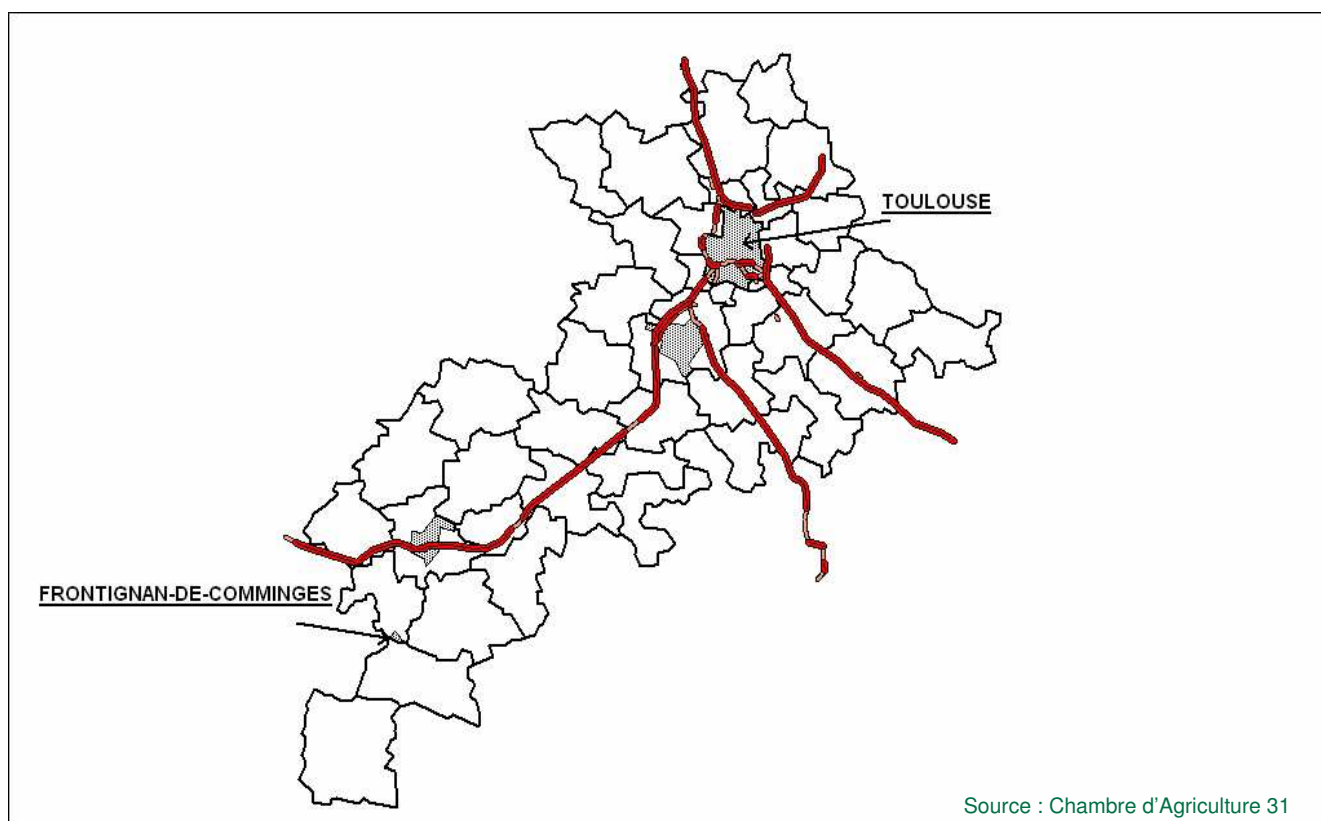
Dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Frontignan, la Chambre d'Agriculture a réalisé un état des lieux de l'activité agricole communale.

Cette étude s'appuie sur des informations recueillies lors d'une réunion regroupant les 8 communes des Frontignes, à la mairie de Génos le 22 novembre 2005, ainsi que sur des sources statistiques (*Recensement Général de l'Agriculture 2000, Recensement de la population de 1999, IPG, RPG...*).

Ce document est à considérer comme un porter à connaissance de l'agriculture communale.



## I - Situation générale



Source : Chambre d'Agriculture 31

La commune de Frontignan, rattachée administrativement au canton de Barbazan, se situe à 120 kilomètres au sud de Toulouse. Elle ne fait partie d'aucune zone urbaine.

Le territoire, d'une superficie de 253 ha, se caractérise par des vallées pyrénéennes de moyenne montagne.

Frontignan comptait 75 habitants en 1999 (source : INSEE).

Entre 1990 et 1999, la population a augmenté de 11.9%.

**Tableau 1 : évolution démographique**

Années	Population totale	Population municipale	Population SDC
1990	67	67	67
1999	75	75	75

Sources : RGP 1999, INSEE

## 1 – Classification agricole :

### 1.1 – Zone de handicap naturel

Le classement, lié à l'handicap naturel, définit la commune de Frontignan comme une "zone de montagne"<sup>1</sup>. Cette classification administrative permet aux agriculteurs de la commune d'accéder à certains financements compensatoires de la part de l'Europe et de l'Etat français du type indemnités d'handicaps reconnus comme naturels et permanents, bonification des taux d'intérêts liés à des emprunts.

### 1.2 – Objectif 2

Le canton de Barbazan rentre dans le champ des territoires jugés en difficultés structurelles défini par l'Union Européenne. A ce titre, certains investissements privés et publics sont éligibles aux fonds européens par le biais de l'Objectif 2.

### 1.3 – Dotation Jeune Agriculteur

La localisation de la commune, en « Zone Montagne », assure à tout candidat à l'installation agricole et répondant aux critères d'éligibilité, de percevoir le montant de la dotation jeune agriculteur<sup>2</sup> qui s'élève, pour l'année 2006, entre 16 500 € et 35 900 €.

### 1.4 – Classification environnementale

Les règles d'éligibilité aux aides compensatoires de la PAC obligent tous les agriculteurs aux respects d'un certain nombre de directives environnementales. Celles-ci, répertoriées sous l'appellation conditionnalité, concernent les productions animales et végétales.

---

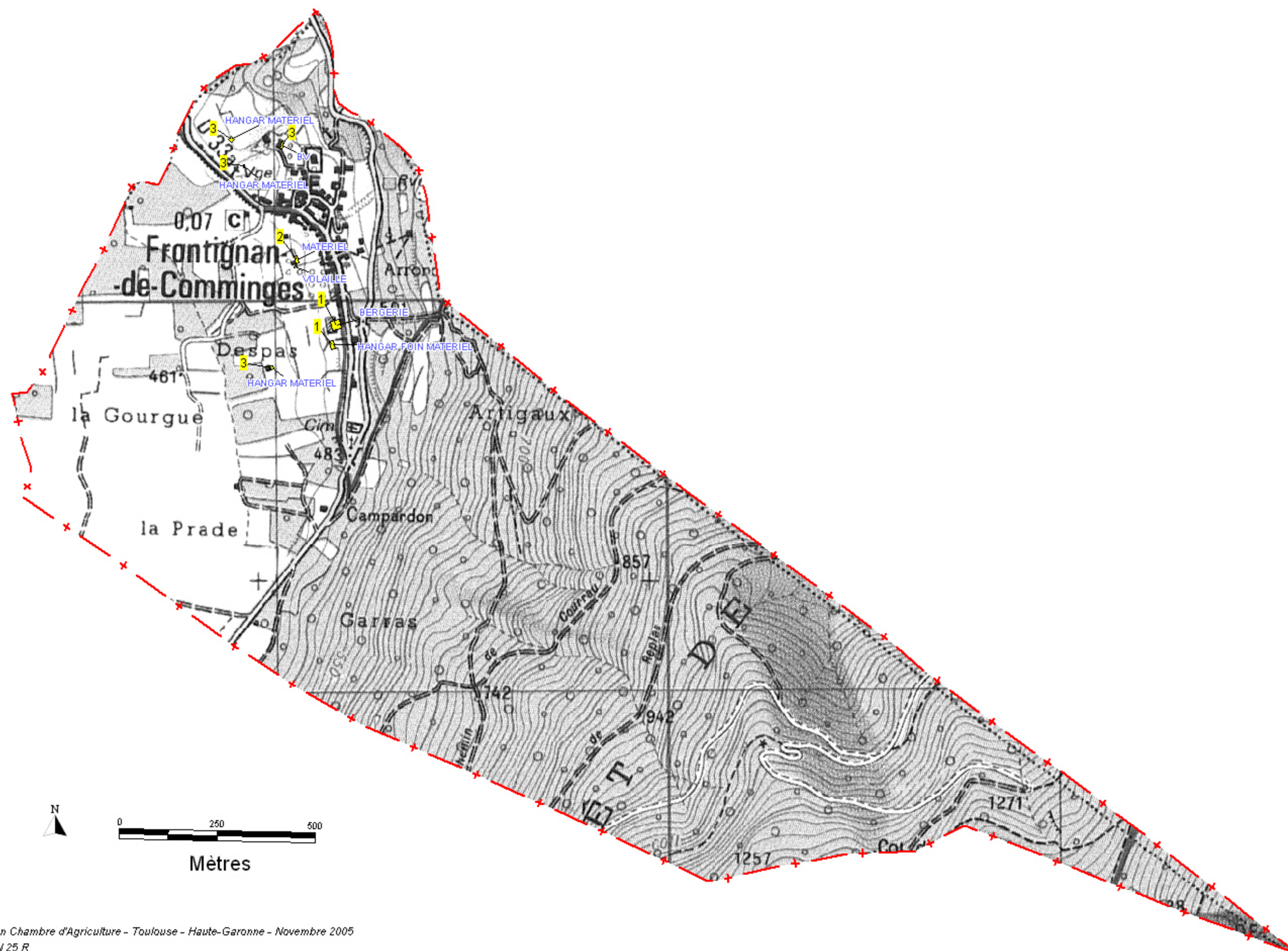
<sup>1</sup> **Zone Montagne** : secteurs de faible superficie affectés d'handicaps spécifiques dans lesquels le maintien d'une activité agricole est considéré comme stratégique pour les caractéristiques environnementales de ces espaces (définition européenne spécifique à l'agriculture).

<sup>2</sup> La **DJA** est une aide financière de trésorerie d'un montant variable selon la zone, attribuée à un jeune agriculteur lors de son installation.

# FRONTIGNAN-DE-COMMINGES

## LOCALISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

- | 1 BORDES
- | 2 COURTEGES
- | 3 VIGO



## II – Potentialité agronomique et évolution des structures agricoles

### 2.1 – Potentialité agronomique

C'est une topographie caractéristique du piémont pyrénéen avec des sols très caillouteux de dépôts glaciaires.

Deux types de compositions chimiques des sols :

- En dépression : sols bruns calciques et colluviaux
- En terrasses glaciaires : sols bruns lessivés acides

Source : CRAMP

### 2.2 – Les exploitations agricoles

Tableau 2 : évolution des exploitations

	1979	1988	2000	2005	Evolution	
					79-00	00-05
<b>Exploitations professionnelles</b>	0	c	c	3	nr	nr
<b>Autres exploitations</b>	3	c	c	0	nr	nr
<b>Total exploitations</b>	3	nr	nr	3	0%	nr

Sources : RGA 2000 / RPG 2005

Nr : non renseigné

C : confidentiel

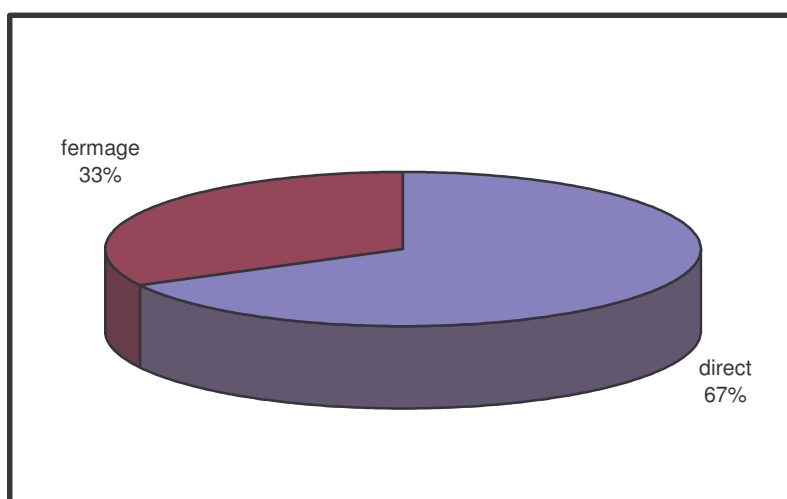
**Tableau 3: évolution de la Surface Agricole Utile**

	1979	1988	2000	2005	Evolution	
					79-05	00-05
<b>SAU totale (ha)</b>	21	39	76	55	162%	-28%
<b>SAU moyenne (ha)</b>	7	nr	nr	18	162%	nr

Sources : RGA 2000 / RPG 2005

La SAU totale a progressé depuis les 25 dernières années. Les agriculteurs ont vu leur SAU moyenne multipliée par 3 depuis 1979.

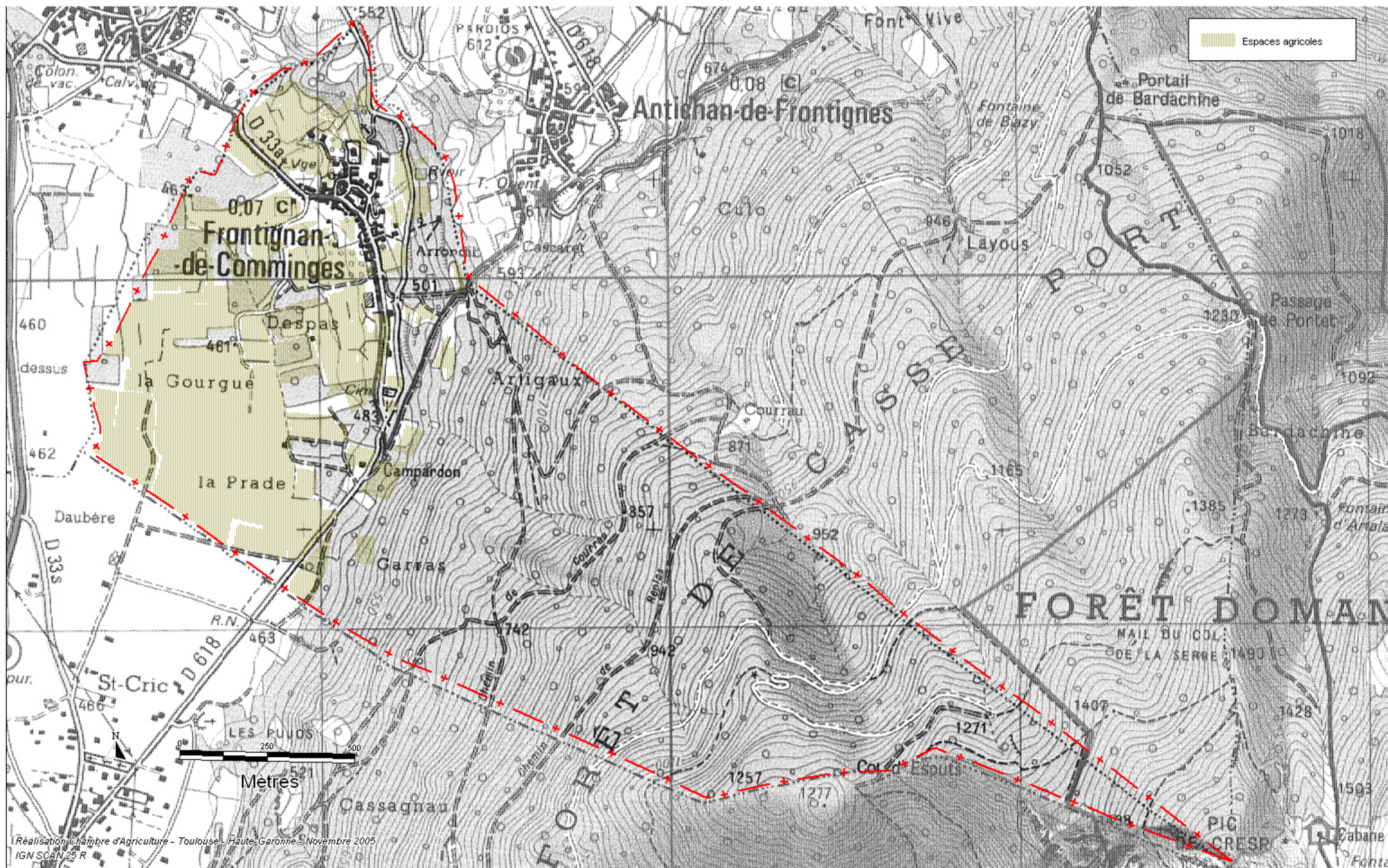
Le diagramme ci-dessous visualise la répartition du foncier agricole en fonction du faire valoir. Les agriculteurs maîtrisent une part importante des terres de leur commune, 67%.





# FRONTIGNAN-DE-COMMINGES

## ESPACES AGRICOLES





### III – Les activités agricoles

#### 3.1 – Entre prairies et bois

Tableau 4 : utilisation des surfaces

en 2000	en ha	en %
Surface totale	253	
SAU communale	63	25%
SAU totale	76	121%
<i>terres labourables</i>	59	78%
<i>surface toujours en herbe</i>	c	nr
<i>surface irrigable</i>	c	nr

Sources : RGA 2000

25% de la surface communale est exploité par l'agriculture, parcelles situées en fond de vallée, facilement mécanisables et favorables à la culture des céréales. 75% de la surface communale est boisée.

Tableau 5 : répartition des productions végétales

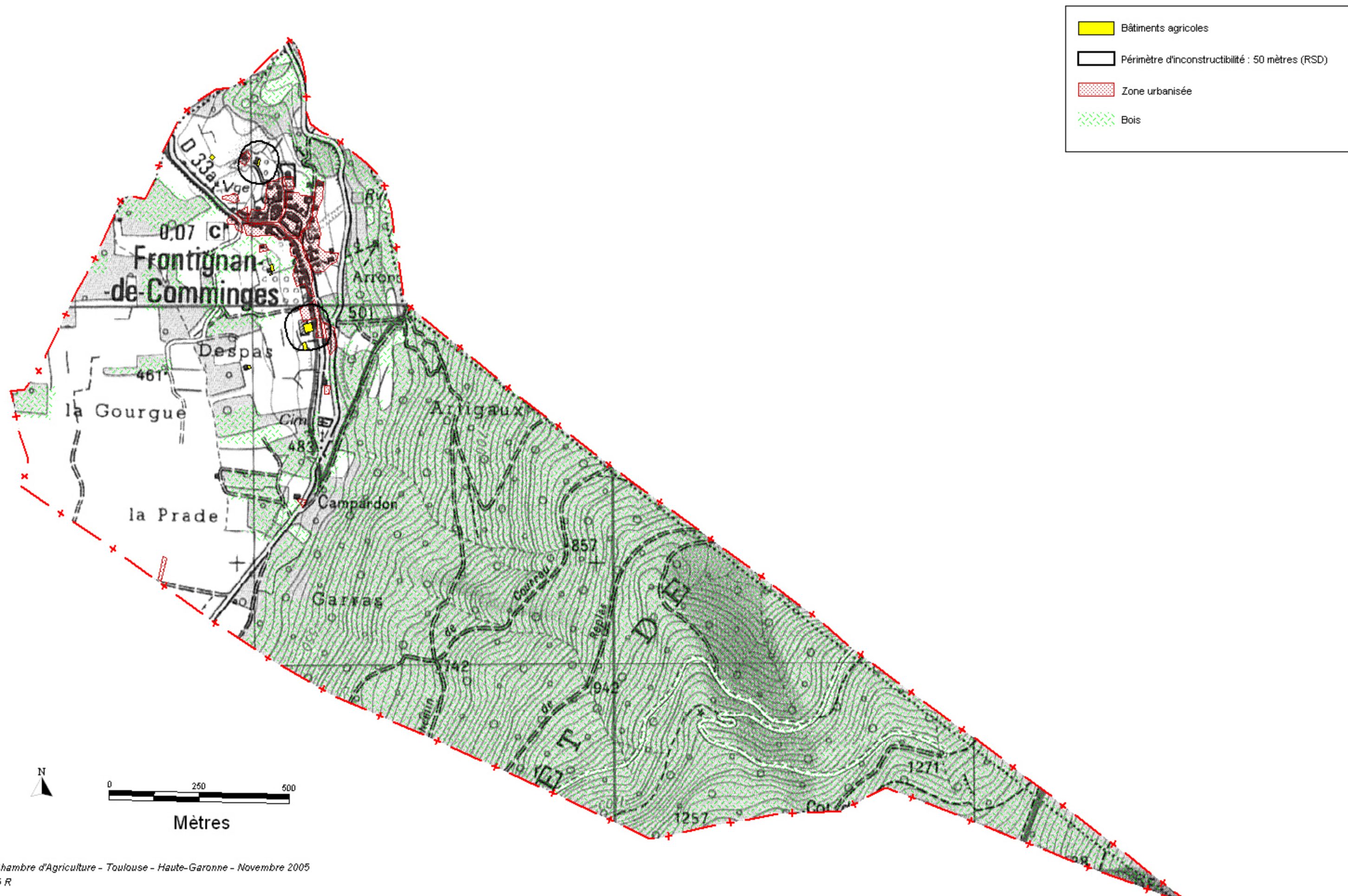
en 2000	en ha	en %
céréales	50	100%
oléagineux	0	0%
protéagineux	0	0%
jachères	c	nr
Prairie temporaires et autre	c	nr

Sources : RGA 2000



# FRONTIGNAN-DE-COMMINGES

## CARTE REGLEMENTAIRE



### 3.2 – Un système d'élevage de piémont

Tableau 6 : évolution des productions animales

ELEVAGE	Exploitations			Effectif		
	88	2000	2005	88	2000	2005
Bovin lait	nr	nr	0	nr	nr	0
Bovin viande	c	c	2	c	c	c
Ovin	c	c	1	c	c	350
Equins	0	0	nr	0	0	nr
Volailles	3	c	1	300	c	50

Sources : RGA 2000 / IPG 2005

L'agriculture de Frontignan est orientée en production viande : 2 exploitations bovines et 1 exploitation ovine.

D'un point de vue réglementaire, les élevages présents sur la commune sont soumis au règlement sanitaire départemental (RSD).

L'article L 111-3 du code rural introduit la notion de réciprocité qui oblige à ce que toute nouvelle construction de tiers respecte une distance minimum d'implantation vis-à-vis des bâtiments d'élevage, 50 mètres dans le cas du RSD (cf. carte réglementaire).

## **CONCLUSION**

L'agriculture de la commune de Frontignan se caractérise par une organisation de fond de vallée, avec le village construit le long du cours d'eau et de l'axe de communication.

Les choix d'urbanisme retenus par la commune devront donc tenir compte des futures orientations agricoles en évitant, d'une part, le mitage par l'urbanisation du territoire agricole et en préservant, d'autre part, des espaces agricoles à protéger en raison de leur potentialité agronomique et économique.

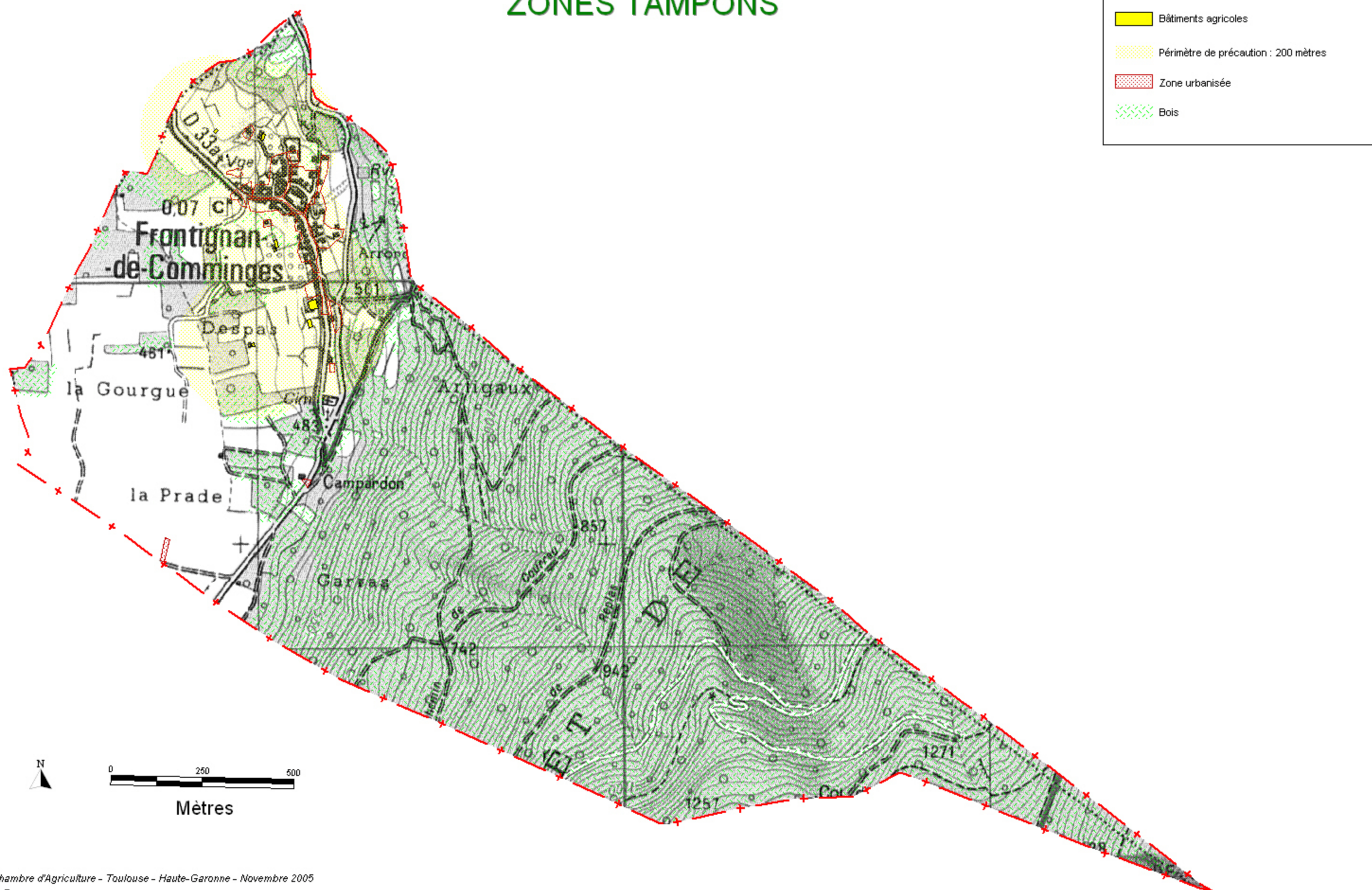
Enfin, une attention particulière devra être portée à l'environnement immédiat des exploitations agricoles afin de ne pas créer des nuisances réciproques entre l'activité agricole et les résidents. C'est pourquoi il est joint à ce document une carte dite « zones tampons ». Ce zonage, qui n'a aucune validité juridique, représente un rayon de 200 mètres pour chaque bâtiment agricole recensé.

## **DOCUMENTS ANNEXES**

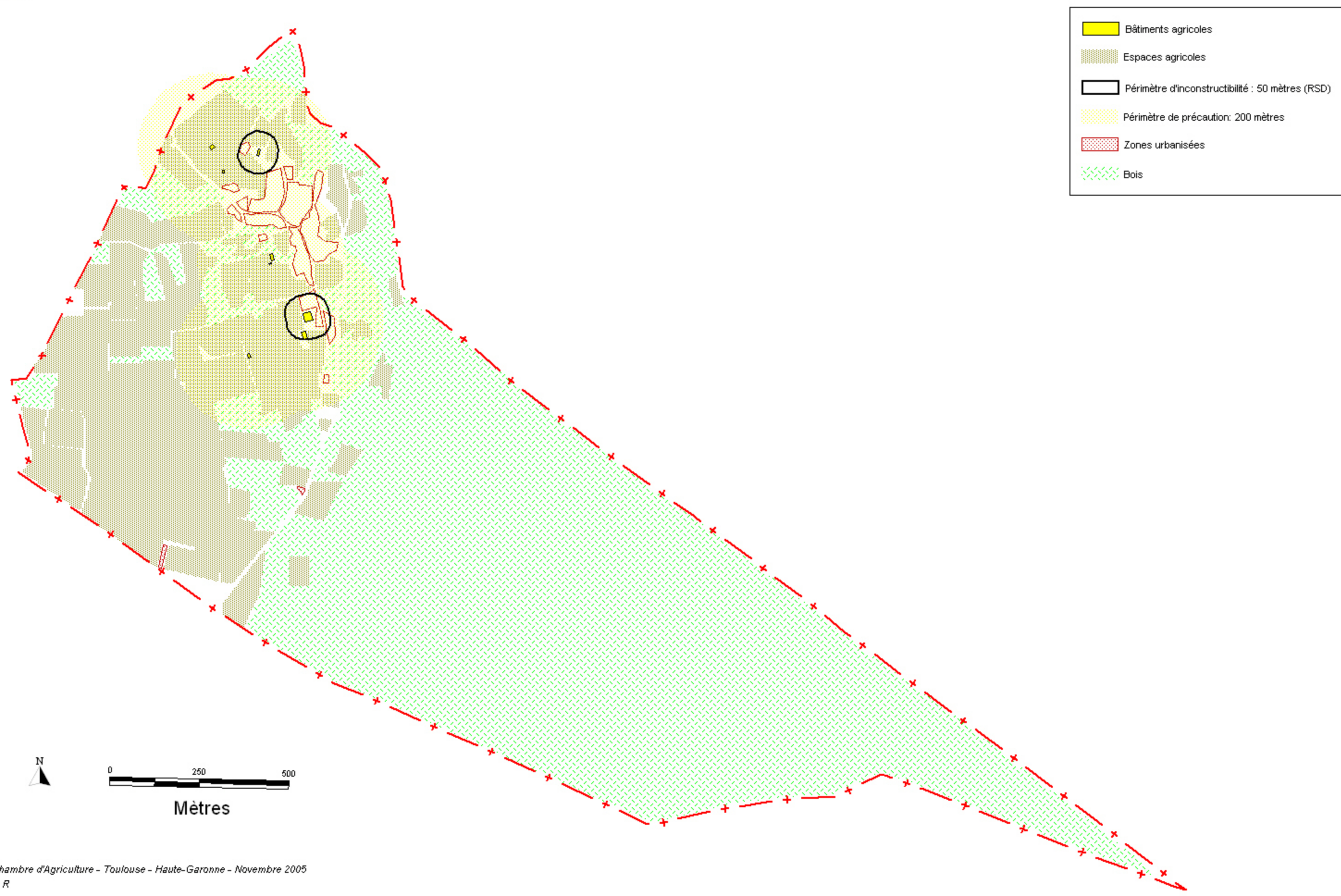


## FRONTIGNAN-DE-COMMINGES

## ZONES TAMPONS







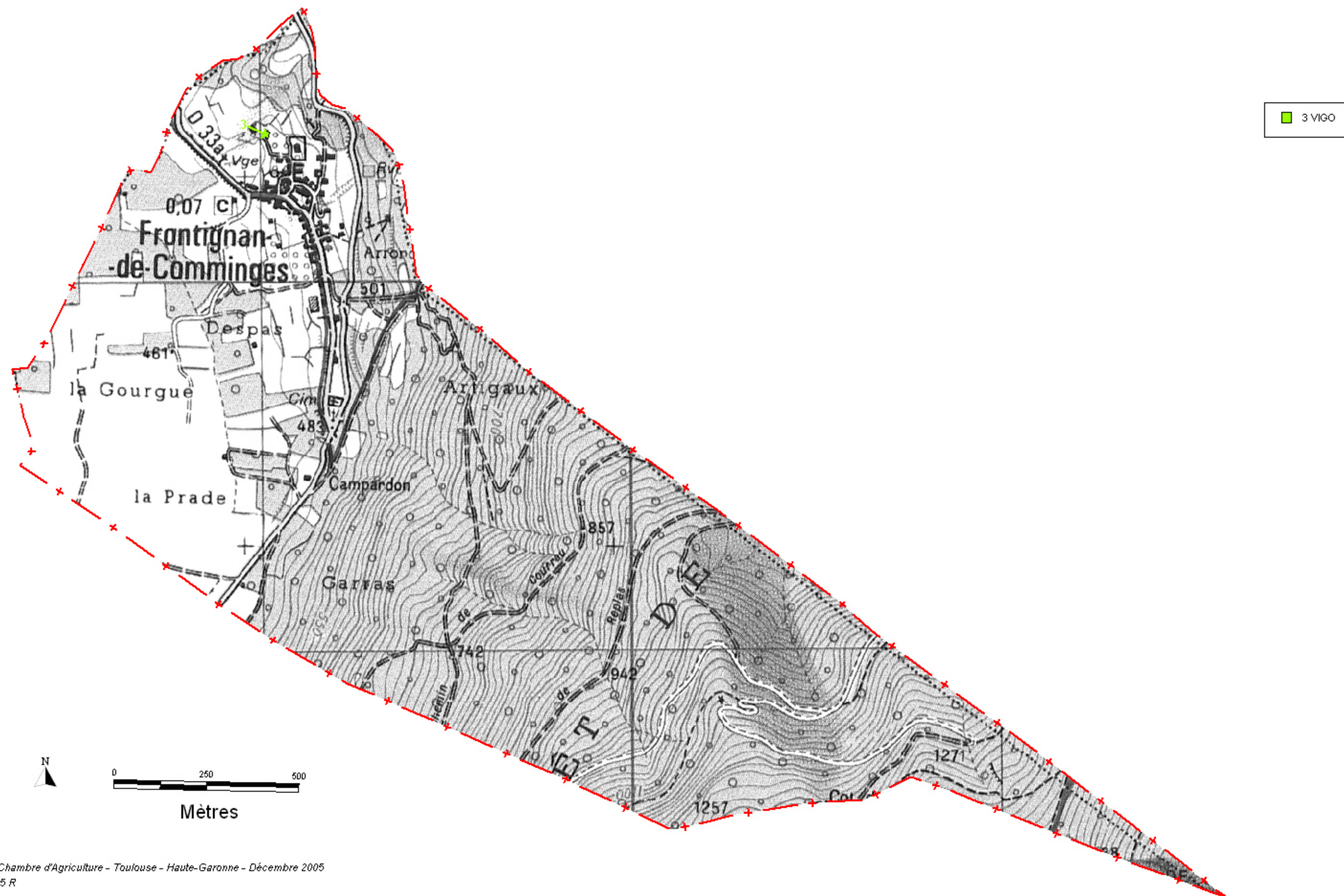
## CARTE SCHEMATIQUE DE SYNTHESE 2





# FRONTIGNAN-DE-COMMINGES

Bâtiments agricoles pouvant présenter un intérêt architectural ou patrimonial  
selon les articles L. 123-3-1 et R. 123-12 du Code de l'Urbanisme.



## Données statistiques (*source RGA 2000 et RPG 2005*)

## **Article L 111-3 du Code Rural**

*(Loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 art. 105 Journal Officiel du 10 juillet 1999)*

*(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 204 Journal Officiel du 14 décembre 2000)*

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction précitée à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales, notamment dans les zones urbaines délimitées par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et dans les parties actuellement urbanisées de la commune en l'absence de documents d'urbanisme.

## **Article L 311-1 du Code Rural**

*(Loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 art. 40 Journal Officiel du 19 novembre 1997)*

*(Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 38 I Journal Officiel du 24 février 2005)*

Sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation. Les activités de cultures marines sont réputées agricoles, nonobstant le statut social dont relèvent ceux qui les pratiquent. Il en est de même des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle.

Les activités agricoles ainsi définies ont un caractère civil.

## Article L 123-1 du Code de l'Urbanisme

### (Partie Législative)

#### Chapitre III : Plans locaux d'urbanisme

*(Loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 Journal Officiel du 1 janvier 1977)*

*(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 36 II Journal Officiel du 6 janvier 2006)*

Les plans locaux d'urbanisme exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Ils comportent un projet d'aménagement et de développement durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune.

Ils peuvent, en outre, comporter des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Ces orientations peuvent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en oeuvre, notamment pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.